

## Article

---

« Du continent perdu à l'archipel retrouvé : le Québec et l'Amérique française »

D. Louder, C. Morissonneau et E. Waddell

*Cahiers de géographie du Québec*, vol. 23, n° 58, 1979, p. 5-13.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/021419ar>

DOI: 10.7202/021419ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

## DU CONTINENT PERDU À L'ARCHIPEL RETROUVÉ : LE QUÉBEC ET L'AMÉRIQUE FRANÇAISE

par

D. LOUDER, C. MORISSONNEAU et E. WADELLE

*Département de Géographie, université Laval, Québec G1K 7P4*

### LE CONTINENT PARCOURU

Dès leur installation permanente le long du Saint-Laurent au début du 17<sup>e</sup> siècle les Français ont débordé la vallée de ce grand fleuve pour l'aventure continentale. Selon Salone : « À peine peuplée la petite France du Saint-Laurent commence à essaimer à travers le continent » (*La colonisation de la Nouvelle-France*, Rééd. Le Boréal Express, 1970). Cette migration s'explique en grande partie par la très profitable traite des fourrures, mais aussi par la composition même des pionniers. Les premiers arrivants ne semblent pas être tirés en grand nombre du monde agricole ou artisanal de la mère-patrie : ils sont pour la plupart des journaliers, des gens très peu sédentaires. La terre attirait peu et les seigneurs ne purent pas retenir les partants vers les Pays d'en Haut (l'Ouest). Les coureurs de bois ont eu une influence sur le genre de vie et les valeurs qui dépassent certainement leur nombre. La course des bois ne doit pas se mesurer qu'en termes quantitatifs.

Les administrateurs français (intendants et gouverneurs) s'inquiètent et se réjouissent à la fois de cette dispersion car, tout en satisfaisant à l'impérialisme de la France, elle affaiblit la colonie sur les rives du Saint-Laurent. Ainsi débute l'ambiguïté de l'élite québécoise dans sa perception de la mobilité en terre d'Amérique. Commence aussi la continuité socio-économique québécoise qui est la rupture, par la présence même de types d'activité économique successifs provoquant des migrations. Les Français se dispersent vers l'immense région frontière dans un contexte pré-industriel et pré-capitaliste, et pratiquent une agriculture de subsistance assortie d'activités économiques diverses : fourrures, chasse, pêche. À la diversité des activités économiques correspond un mode d'occupation extensif du territoire. Après l'agro-pelletier du 18<sup>e</sup> siècle et du début 19<sup>e</sup> viendront l'agro-forestier et l'agro-minier des décennies suivantes, c'est-à-dire une conjoncture et une combinaison socio-économiques permettant ou obligeant les Français d'Amérique à une mobilité trans-continentale. À l'apogée de la Nouvelle-France, des individus ou des groupes français s'installèrent, plus ou moins temporairement, de la mer d'Hudson à la Louisiane et des Rocheuses à l'Acadie où un foyer de deuxième ordre, basé sur la pêche, l'agriculture et la forêt, s'était très tôt établi. Celui-ci durerait jusqu'à la Déportation de 1755 qui précéda de quatre ans la conquête de la Nouvelle-France par les Britanniques.

La conquête ne change absolument rien puisque c'est le même ordre économique qui prévaut. Seuls les patrons changent. Le commerce de fourrures a besoin de traitants, de commis et de voyageurs — des gens façonnés par l'espace immense et par la culture amérindienne. Ainsi les Français deviennent des Canadiens et les coureurs de bois des

voyageurs. Pendant plus d'un siècle ils jouent le rôle d'intermédiaires entre une Europe et une Côte Est vivant à l'heure du mercantilisme et un Ouest qui vivait à l'état de la chasse et de la cueillette. Au fur et à mesure que cette frontière se transforme ils deviennent guides, interprètes et charretiers — avec leurs énormes convois de mulets qui se déplacent entre le Texas et l'Assiniboine, jusqu'à la venue de la voie ferrée.

Ce mode de vie impliquait l'établissement de bonnes relations avec les Indiens des Plaines. De cette entente et fréquentation est né le groupe métis qui allait tant inquiéter l'élément anglophone canadien alors que prenait forme un autre noyau français à l'ouest de l'Ontario. Des hommes nouveaux apparurent qui parlaient le cri et d'autres langues indiennes aussi bien que le français, langue que tout pelletier, même américain, devait apprendre. Cette réalité distingue le Canadien français du pionnier américain qui, à la recherche des terres, n'entre en contact avec l'Indien qu'avec la violence armée. Ainsi les explorateurs américains, annonceurs d'un nouvel ordre économique, se servent des Canadiens pour faciliter leur pénible avance continentale. Lewis et Clark, au début du 19<sup>e</sup> siècle, rencontreront des Charbonneau, Drouillard, Tabeau, Garreau, etc., dans leur long périple. Charbonneau, avec son épouse indienne, accompagna comme guide les explorateurs. Certains Canadiens parcouraient déjà les Rocheuses, vivant à l'indienne. Les Américains les appelèrent les *mountain men*.

Le peuple demeura insouciant des nouvelles frontières, considérant qu'il était chez lui partout en Amérique du Nord. La famille constituait le médiateur de la mobilité. L'absence de conscience territoriale proprement laurentienne — la vallée du Saint-Laurent étant le territoire consacré par l'histoire — était compensée selon l'élite par une conscience paroissiale. D'ailleurs l'Église s'employa, dès les débuts du 19<sup>e</sup> siècle, à épauler cette présence canadienne-française en fondant des paroisses dites nationales un peu partout dans l'Ouest. Ces îlots de francité et de catholicisme virent naître par la suite des sociétés Saint-Jean-Baptiste et d'autres organisations à caractère ethnique.

## LE CONTINENT PERDU, MAIS L'ÎLE AGRANDIE

L'échec était inévitable; le continent ne pouvait pas devenir français et catholique sur de telles bases. Dès le milieu du 19<sup>e</sup> siècle on prévoyait l'intégration totale de l'Ouest à l'intérieur de l'État moderne et du système capitaliste. Les fondements juridico-économiques de la présence française et métisse dans l'Ouest s'effritaient. Le commencement d'un peuplement massif d'origine européenne ne faisait que ressortir la faiblesse démographique des francophones — « le petit nombre » comme répétait avec inquiétude l'historien François-Xavier Garneau — éparpillés à travers un grand espace. L'arrivée de Protestants toujours plus nombreux brisait l'hégémonie de l'Église catholique tandis que la présence d'Irlandais en nombre grandissant menait à une lutte pour le pouvoir à l'intérieur même de l'Église. Comme raisonnement ces derniers insistaient que, pour assurer son avenir en Amérique du Nord, le catholicisme devait parler anglais et se dissocier des préoccupations « nationales » des Canadiens français. Seuls quelques îlots demeurèrent comme témoins d'un passé révolu.

Mais la goutte qui fit déborder le vase pour le Québec s'est manifestée hors des limites nationales. Le peuple ne ressentant pas la dépossession continentale se déplaça davantage lorsque s'industrialisa la Nouvelle-Angleterre, surtout à partir des années 1860. Ce n'était plus la fourrure, la forêt ou la mine qui faisait se déplacer les Canadiens français mais l'usine, la « factorie » comme ils disaient. La frontière était devenue urbaine, en plein capitalisme sauvage. Il serait parti 700 000 gens du Québec entre 1850 et 1930. La mobilité devint véritable saignée démographique.

Cette fois, l'élite qui se réjouissait que les vagabonds continentaux perpétuent l'idée d'une Amérique française, s'inquiéta de cette partance démesurée. Mais la perception du mouvement n'est quand même pas unanime. Trois courants d'idées expansionnistes se précisent à la fin du 19<sup>e</sup> et au début du 20<sup>e</sup> siècles.

Certains se réjouissent de cet expansionnisme territorial même forcé des Québécois en terre américaine y voyant une juste revanche sur l'accident de la Conquête. La nostalgie du continent perdu habite une grande partie de l'élite. L'exode vers les États-Unis qui dépeuple les campagnes québécoises est vu comme un gage de vitalité. L'abbé Casgrain (1864), par exemple, voit les Catholiques du Nord rejoindre les Catholiques du Sud (les Mexicains) à travers la Mer Rouge anglo-protestante. *Le New York Times* (août 1889), dans un éditorial alarmiste, écrit :

« ... mais si ces Canadiens devenaient assez nombreux ou se faisaient naturaliser en nombre suffisant pour tenir la balance du pouvoir aux États-Unis, alors ils seraient un danger pour nous, parce qu'ils pourraient demander et obtenir une législation favorable à leurs intérêts particuliers, qui sont séparés des nôtres et même hostiles à l'intérêt général du pays ».

C'est précisément ce que certains Québécois pensaient. À cause du nombre, de l'homogénéité et de l'unanimité du groupe en Nouvelle-Angleterre, le vieux rêve impérialiste se poursuivait. L'abbé Casgrain était assuré de la fin de l'Amérique anglo-saxonne protestante :

« Ici, comme en Europe, et plus vite encore qu'en Europe, le protestantisme se meurt. Fractionné en mille sectes, il tombe en poussière, et va se perdre dans le rationalisme. Bientôt — pour nous servir d'une expression du Comte de Maistre — l'empire du protestantisme, pressé du côté du Golfe Mexicain et du Saint-Laurent, fendra par le milieu; et les enfants de la vérité, accourant du nord et du midi, s'embrasseront sur les rives du Mississippi, où ils établiront pour jamais le règne du catholicisme ».

(*Histoire de la mère Marie de l'Incarnation*, Québec, Desbarats, 1864, p. 69).

Quelques-uns, comme Mgr Taché, prêchent l'occupation de l'Ouest, donc le repli sur le Canada, mais le Canada entier.

D'autres membres de l'élite gagent davantage sur l'expansionnisme en terre neuve *tout en restant au Québec* : le continent est perdu mais la mobilité du peuple se poursuit et s'accroît, on peut la canaliser et l'orienter en bâtissant un ailleurs ici, au Québec même. On regarde alors vers le Nord encore neuf et vide d'Anglais. Cette élite construit un mythe nourri de symboles signifiants pour un peuple menacé dans sa survie. Ce territoire sans limite au nord de la vallée laurentienne devient *Terre promise*. On va pouvoir agrandir l'île québécoise et même aller jusqu'au Pôle Nord :

La signification de cette frontière nordique réside dans les faits que :

- i) C'est un ailleurs intouché par les Anglo-saxons, donc pas d'assimilation possible. On se fortifie et on se conserve, à l'abri, entre soi.
- ii) Dans cette Terre promise on veut prôner un développement global et indigène mariant un développement selon les modèles américains avec les idéaux et valeurs français et québécois.
- iii) Cette Terre promise du Nord fait revivre une nostalgie française (de France) du continent perdu (voir l'esprit de revanche de Rameau de Saint-Père, *La France aux colonies*, Paris, Jouby, 1859).
- iv) Le Québec poursuit sa mission providentielle d'étendre le catholicisme en terre d'Amérique tout en dérivant géographiquement au Nord. (Morissonneau, *La Terre promise : le mythe du Nord québécois*, Montréal, Hurtubise HMH, 1978).

L'histoire nous apprend que ce repli stratégique sur le Québec a été une demi-réussite. Les assises géopolitiques des Canadiens français furent renforcées et leur survie assurée. Mais du point de vue économique l'échec a été cuisant (développement par le capital étranger des seules ressources naturelles).

Pour ce qui est des îlots francophones, deux constatations majeures peuvent être tirées de l'expérience du 19<sup>e</sup> et de la première moitié du 20<sup>e</sup> siècles : l'appui aux minorités venait uniquement du Québec — en termes de ressources et d'idéologie — et l'unique cadre institutionnel qui véhiculait cet appui était celui de l'Église catholique. L'État central n'était nullement présent. En effet, dans le cas des minorités, il était souvent opposé à la présence catholique et française. Pour Ottawa, un Canada français suffisait; il n'était surtout pas question de ce pays binational et bilingue préconisé par les Métis en 1870. C'est le gouvernement fédéral qui a pendu Riel, et les autres provinces qui ont assuré la fermeture des écoles françaises.

Face à cette opposition, l'Église catholique, sans abandonner tout à fait les minorités, investit plutôt au Québec et met la sourdine à sa mission continentale. Mais ce fut pendant la période d'après-guerre que les rapports entre le Québec et les îlots francophones s'effondrèrent véritablement. Il y eut d'abord l'effondrement de l'Église elle-même. De quelque 2 000 prêtres ordonnés au Québec en 1947 on est tombé à 80 en 1970. Faute de ressources, l'Église se retira de plusieurs milieux et abandonna largement sa vocation sociale et éducative. Il y eut ensuite la submersion de certains îlots. La représentation des Franco-américains du centre et de l'Ouest des États-Unis au sein du Conseil de la Vie Française en Amérique, par exemple, prend fin en 1957 avec la mort de Mgr Primeau de Chicago.

La rupture entre le Québec et l'Amérique française est surtout accentuée par une préoccupation sans cesse grandissante chez le premier de ses propres problèmes de survivance. La lutte se fait dorénavant à l'intérieur du seul espace politique francophone du continent. À la fin des années 60 on s'inquiète de la stagnation de la population québécoise — un taux de natalité le plus faible au pays, une population qui arrive à peine à se reproduire et un solde migratoire déficitaire. De plus, l'assimilation commence à faire des ravages, surtout auprès des allophones dont la presque totalité est attirée vers la minorité anglophone; elle commence même à gruger suffisamment la population francophone pour que les démographes annoncent que celle-ci deviendra minoritaire à Montréal avant la fin du siècle. La loi 63 consacrant le libre choix linguistique en matière d'éducation ne viendra que confirmer les pires hypothèses.

Ainsi préoccupé de son propre sort, et très démuné, le Québec perd tout intérêt pour les îlots francophones. On évoque à haute voix l'assimilation certaine de ces populations tout en proposant souvent le retour au Québec de ceux qui tiennent à leur francité, allant parfois jusqu'à invoquer une possible « loi de retour » à l'israélienne. Pour la première fois de leur histoire, les minorités se retrouvent sans appui ou point de repère et en même temps menacées de disparition totale (figure 1).

## L'ARCHIPEL RETROUVÉ

Au début des années 60, l'État commence à prendre la relève de l'Église. D'une mission spirituelle sont nées plusieurs missions séculières. Ainsi le gouvernement fédéral, désireux de créer une nouvelle identité proprement canadienne pour faire face au géant américain et à la relance du nationalisme québécois, précise, à travers sa Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme, le concept de deux peuples fondateurs et de

deux langues officielles « d'un océan à l'autre ». Côté américain, le Fédéral s'intéresse de plus en plus au sort de ses propres minorités ethniques afin de mieux défendre ses intérêts internationaux :

"Our country faces a dangerous trend. Our international responsibilities as a nation and the international dimensions of our domestic problems are on the increase. Vital national interests such as military security, export markets, the furtherance of human rights, the supply of energy, these and many others require the skillful management and understanding of a democratically conditioned population. But as the horizons of our interest expand our capacity to manage them contracts. Foreign language enrollments decline, requirements for international competence are reduced, and evidence of essential ignorance and misunderstanding increases.

*Ethnic interests as a domestic asset.* How can we take advantage of our large number of people whose mother tongue is not English, whose different cultures will enrich our society? Can their languages become a more stable part of our system of education? Can we promote the use of their languages and understanding of their cultures without damaging the necessary coherence of our social fabric?"

(J.A. Perkins, Chairman, Commission on Foreign Language and International Studies, Feb. 1979).

Vers la même époque, l'État québécois commence à s'intéresser aux minorités, cette fois dans une perspective d'indépendance nationale. Pendant les années 60, les amorces d'une politique « étrangère » québécoise passent forcément par le tout nouveau ministère des Affaires culturelles; cette politique vise tout naturellement la francophonie américaine. « Pour créer le Québec, il faut se reconnaître d'abord chez les autres, tout en leur rendant service et en étant disponible », disait Guy Frégault, l'historien et grand commis d'État qui a bâti ce Ministère.

En même temps, émerge, plus ou moins timidement, le renouveau ethnique et linguistique un peu partout en Amérique, sinon dans le monde, chez les groupes politiquement, économiquement et socialement voire même géographiquement défavorisés. Les francophones sont de la partie et les groupes (îlots) cherchent à s'appuyer les uns sur les autres. Plusieurs organisations naissent de ces événements — associations provinciales, la Fédération des francophones hors Québec (FFHQ), CODOFIL, CODOFINE, tandis que d'autres comme l'ACELF connaissent un nouvel essor.

La plupart des organisations se penchent tout naturellement vers le Québec et surtout ce Québec des années 1970 doté d'un territoire politiquement fort, riche en histoire et en train de régler ses problèmes internes (par le biais d'un gouvernement nationaliste, et une législation linguistique qui rendent les francophones majoritaires chez eux). Même une organisation comme la FFHQ, née d'une initiative fédérale — mais craignant de devenir l'otage de ce même État — cherche à intensifier ses relations avec le Québec et souhaite un Québec fort. De même, au Nouveau-Brunswick, certains Acadiens cherchent une expression territoriale et politique de l'Acadie perdue.

Si le Québec sert de source d'information et d'inspiration pour les populations francophones de l'Amérique du Nord lui, à son tour, se tourne vers ces îlots en quête d'appui à son projet politique et national. Dans le cas des rapports Québec-Louisiane, où des liens commencent à se forger à partir de 1968, on assiste à des jumelages de villes, à l'échange de musiciens, à la création d'un programme permanent de formation pédagogique en langue française, à l'établissement à Lafayette d'une délégation officielle du Québec, à l'engagement de jeunes Québécois pour enseigner le français dans les écoles primaires de la Louisiane, etc.

Figure 1

# DU CONTINENT PERDU...

**LE CONTINENT PARCOURU**

**LE CONTINENT PERDU**



L'Amérique française avant le traité d'Utrecht, 1713



L'île québécoise au traité de Paris, 1763

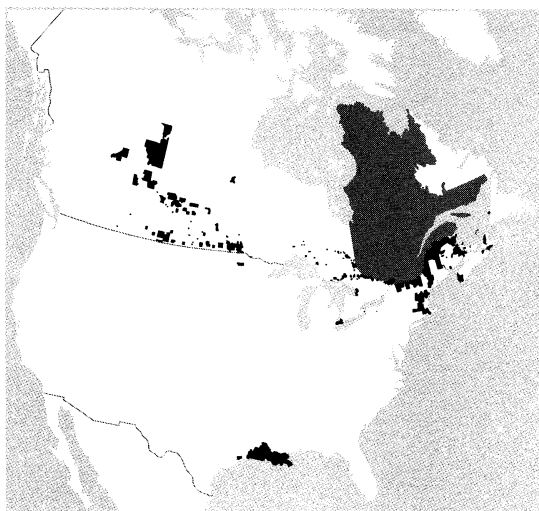
# ...À L'ARCHIPEL RETROUVÉ

## LA TERRE PROMISE

## L'ARCHIPEL RETROUVÉ



Visions de Labelle et de Buies, 1889



Les îlots francophones  
(10% et plus de gens de langue maternelle française),  
1970 (États-Unis), 1971 (Canada)



De ces rapports sont nés, d'une part une meilleure compréhension de la démarche québécoise, une caution morale peut-être, et sûrement la révélation que son gouvernement n'est pas fait de *wild-eyed radicals* (comme le disait René Lévesque à Pont-Breaux, Louisiane, en janvier 1979), et d'autre part, chose inattendue et pas tout à fait appréciée chez un certain establishment, la radicalisation de certains jeunes Louisianais. Venus parfaire leur français à Jonquière au Québec certains élèves découvrent pour la première fois qu'il y a une idéologie attachée à la langue. Bref, certains se politisent jusqu'à contester un mouvement officiel en Louisiane (CODOFIL) qui ne vise qu'à valoriser une version internationale de la langue française et un héritage amputé de toute sa force, en somme un mouvement sans racines et sans dimension sociale.

## CONCLUSION

Nous nous retrouvons aujourd'hui en pleine période de retrouvailles au sein de l'archipel francophone en Amérique et même si nul ne peut prédire l'avenir certaines constatations s'imposent.

Le FFHQ publie plusieurs documents fort audacieux dont *Les Héritiers de Lord Durham* et *Pour ne plus être sans pays*.

Le gouvernement du Québec organise sa première Fête du Retour aux Sources (pour célébrer l'arrivée de Champlain à Québec en 1608) et invite par l'entremise d'annonces dans des journaux de tous les îlots, du Texas jusqu'à la Nouvelle-Angleterre et à travers le Canada, les gens de souche canadienne-française à venir y assister. La deuxième fête, tenue les 2, 3, 4 juillet 1979, fut annoncée en primeur par ce même gouvernement à l'occasion de la deuxième Conférence annuelle des Franco-américains tenu à Providence, Rhode Island, en mai 1979.

Au mois d'octobre 1979, à l'occasion de la Convention d'orientation nationale des Acadiens organisée par la Société des Acadiens du Nouveau-Brunswick, les congressistes se prononcent en faveur de la création d'une onzième province, un territoire légalement reconnu dans lequel ils ne seraient plus minoritaires. La Nouvelle-Acadie, pourrait-elle jouer un certain rôle face à sa propre diaspora ?

Au Québec, la mode aidant (!), existe un engouement remarquable pour cette Amérique française — des livres, des numéros spéciaux de revues (*Forces*, numéro spécial, n° 43, 1978), des émissions à la radio et à la télévision, des films, des disques, etc. Le chansonnier louisianais Zachary Richard fait fureur, Sylvain Lelièvre chante « Jack Kerouac », le groupe Garolou « Aux Illinois », et Georges Langford « Acadiana »...

Pour ce qui est d'une certaine élite les intentions sont claires et appréciées de part et d'autre. Selon René Lévesque, premier ministre du Québec :

« Plus le Québec sera français et sûr de lui, et solide, plus la francophonie nord-américaine s'en ressentira et plus les retombées seront bénéfiques. Toute notre histoire est là pour nous enseigner si on veut bien l'écouter un peu ».

(Fête du Retour aux Sources, cité dans *La Presse*, 5 juillet 1978)

Selon le défunt Wilfrid Beaulieu, éditeur du *Travailleur*, le dernier journal francophone de la Nouvelle-Angleterre :

« Non seulement je ne crains pas que le Québec devienne souverain, mais je m'en réjouis de tout mon cœur. M. Lévesque a bien raison de dire que nous, des minorités francophones de l'Ouest, seront d'autant plus forts et capables de nous défendre, que le Québec sera fort et capable de nous aider dans nos luttes ».

(Fête du Retour aux Sources, cité dans *Farog Forum*, 1 (6), octobre, 1978).

Finalement, puisque ce phénomène de renaissance ethnique n'est pas limité aux francophones, les autres ethnies suivent de près ce qui arrive au Québec. Les Chicanos surtout, de la Californie et du Sud-ouest américain, n'ignorent pas ce qui arrive au Québec parce qu'eux aussi ont une conscience territoriale, sont catholiques et presque inassimilables — en somme une force montante.

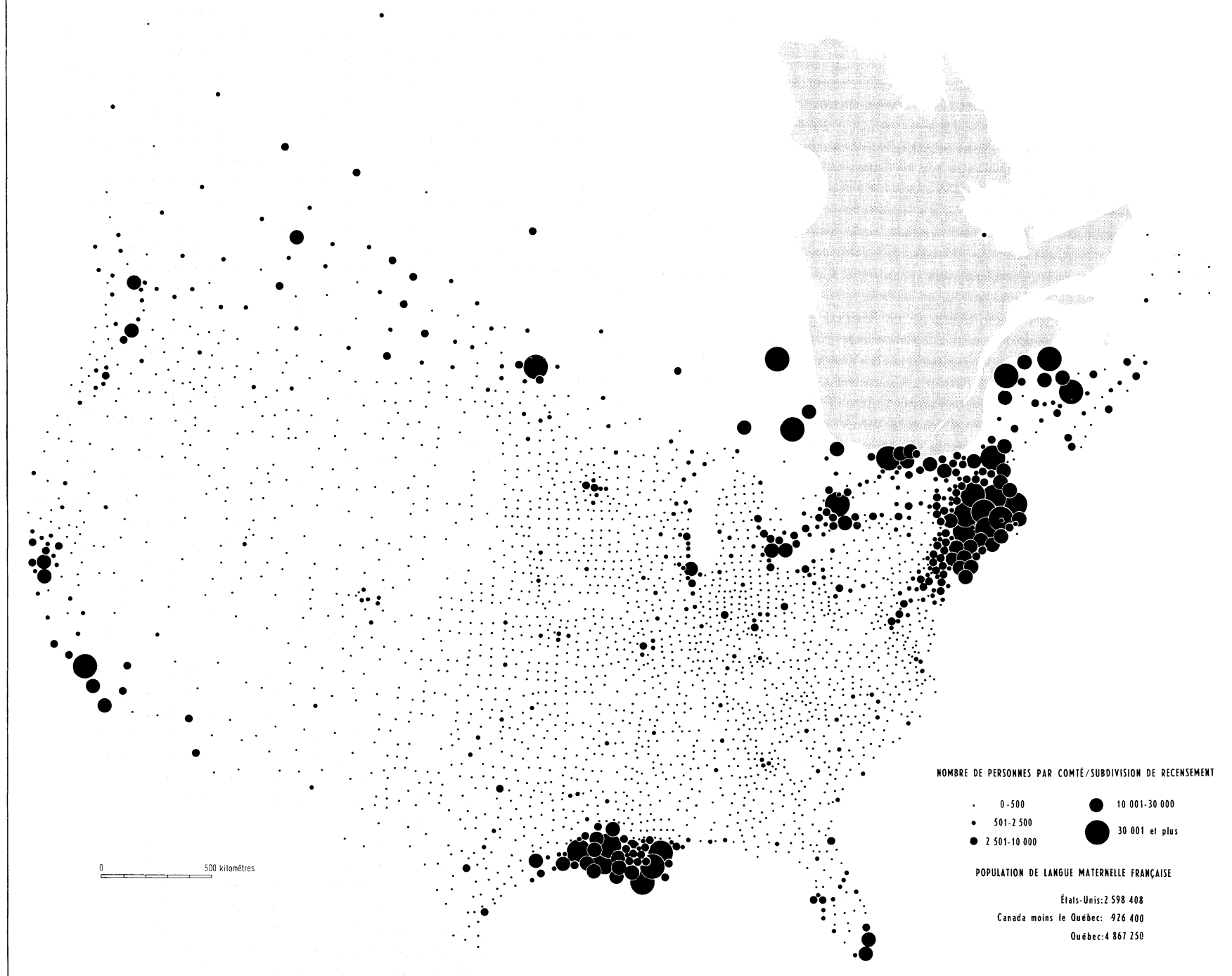
Même les tenants du pouvoir au Québec ont une vision historique qui déborde les limites de la francophonie américaine. Ainsi Daniel Latouche, proche conseiller de René Lévesque en matière référendaire, écrit dans un texte inédit :

"We should all spend the coming months learning to adjust Quebec francophones to the fact that they are just one more territorial majority in North America along with White Americans in the U.S. and English-speaking Canadians in Canada and soon to be joined, perhaps, by the Inuit in the North, Blacks in the Southern Belt, Chicanos in the South West and Indians in their own territories. Quebecers have become a majority, so what!

(Latouche, "Collective and Individual Rights in the New Québec Constitution",  
Manuscrit inédit, 1979).

Ainsi, d'après certains, on reviendra à la notion de l'abbé Casgrain ou presque, où une Amérique anglophone, centralisante et capitaliste, se morcellera dans un continent de petites patries faites à la mesure de l'homme où l'on vivra enfin cette convivialité tant recherchée par Illich et d'autres.

# POPULATION DE LANGUE MATERNELLE FRANÇAISE À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC, 1970/1971



NOMBRE DE PERSONNES PAR COMTÉ/SUBDIVISION DE RECENSEMENT

- 0-500
- 501-2.500
- 2.501-10.000
- 10.001-30.000
- 30.001 et plus

POPULATION DE LANGUE MATERNELLE FRANÇAISE

États-Unis: 2 598 408  
 Canada moins le Québec: 926 400  
 Québec: 4 867 250

0 500 kilomètres